



## CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE DU GROUPE BANQUE TD SUR LES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2011 LE 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2011

### LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

---

LES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LA PRÉSENTE TRANSCRIPTION SONT UNE REPRÉSENTATION TEXTUELLE DE LA CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE SUR LES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2011 DE LA BANQUE TORONTO-DOMINION (« LA BANQUE TD » OU « LA BANQUE »). BIEN QUE DES EFFORTS SOIENT FAITS POUR FOURNIR UNE TRANSCRIPTION EXACTE, DES ERREURS, DES OMISSIONS OU DES IMPRÉCISIONS IMPORTANTES PEUVENT S'ÊTRE GLISSÉES LORS DE LA TRANSMISSION DE LA SUBSTANCE DE LA CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE. EN AUCUN CAS, LA BANQUE TD N'ASSUME DE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DE DÉCISIONS DE PLACEMENTS OU D'AUTRES DÉCISIONS PRISES EN FONCTION DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS DANS LE SITE WEB DE LA BANQUE TD OU LA PRÉSENTE TRANSCRIPTION. LES UTILISATEURS SONT INVITÉS À PRENDRE CONNAISSANCE DE LA WEBDIFFUSION ELLE-MÊME (ACCESSIBLE SUR TD.COM/FRANCAIS/RAPPORTS), AINSI QUE DES DOCUMENTS DÉPOSÉS PAR LA BANQUE TD AUPRÈS DES ORGANISMES DE RÉGLEMENTATION, AVANT DE PRENDRE DES DÉCISIONS DE PLACEMENTS OU D'AUTRES DÉCISIONS.

### MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

---

De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent faire des énoncés prospectifs de vive voix aux analystes, aux investisseurs, aux représentants des médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération, et constituent des énoncés prospectifs selon les lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières applicables, y compris la loi *U.S. Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, le rapport de gestion de 2011 de la Banque à la rubrique «Sommaire et perspectives économiques» et, pour chacun de nos secteurs d'exploitation, aux rubriques «Perspectives et orientation pour 2012» ainsi que d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2012 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme «croire», «prévoir», «avoir l'intention de», «estimer», «planifier» et «pouvoir», et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement financier, à la conjoncture économique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment de crédit, de marché (y compris les marchés des actions, des marchandises, de change et de taux d'intérêt), d'illiquidité, d'exploitation (y compris les risques liés à la technologie), de réputation, d'assurance, de stratégie, les risques liés à la législation, à la réglementation et à l'environnement ainsi que les risques juridiques et les autres risques, tous présentés dans le rapport de gestion de 2011. Parmi les autres facteurs de risque, mentionnons l'incidence des récentes modifications législatives aux États-Unis, comme il est mentionné à la rubrique « Événements importants en 2011 » de la section « Notre rendement » du rapport de gestion de 2011; les modifications aux lignes directrices sur les fonds propres et la liquidité, et les instructions relatives à la présentation ainsi que leur nouvelle interprétation; l'augmentation des coûts de financement de crédit causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées relativement au traitement et au contrôle de l'information. Veuillez noter que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les risques possibles et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2011. Les lecteurs doivent tenir compte de ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que de l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne devraient pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion de 2011 à la rubrique «Sommaire et perspectives économiques» ainsi qu'aux rubriques «Perspectives et orientation pour 2012» pour chacun des secteurs d'exploitation, telles qu'elles sont mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et le rendement financier prévu de la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

## **PARTICIPANTS AU SEIN DE L'ENTREPRISE**

**Ed Clark**

*Groupe Banque TD, président du Groupe et chef de la direction*

**Colleen Johnston**

*Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances*

**Mark Chauvin**

*Groupe Banque TD, chef de groupe et chef de la gestion des risques*

**Tim Hockey**

*Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Cartes de crédit*

**Bharat Masrani**

*Groupe Banque TD, président et chef de la direction, TD Bank, America's Most Convenient Bank*

**Bob Dorrance**

*Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires de gros*

**Mike Pedersen**

*Groupe Banque TD, chef de groupe, Gestion de patrimoine, Assurance et Services communs de l'entreprise*

**Rudy Sankovic**

*Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs*

## **PARTICIPANTS À LA CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE**

**Michael Goldberg**

*Analyste chez Valeurs mobilières Desjardins*

**John Reucassel**

*Analyste chez BMO Marchés des capitaux*

**Peter Routledge**

*Analyste à la Financière Banque Nationale*

**André-Philippe Hardy**

*Analyste chez RBC Marchés des Capitaux*

**Steve Thériault**

*Analyste chez Merrill Lynch Canada*

**Robert Sedran**

*Analyste à la CIBC*

**Brad Smith**

*Analyste chez Stonecap Securities*

**Gabriel Dechaine**

*Analyste au Crédit Suisse*

**Sumit Malhotra**

*Analyste chez Macquarie Capital Markets*

**Brian Klock**

*Analyste chez KBW*

**Mario Mendonca**

*Analyste chez Canaccord Genuity*

## PRÉSENTATION

---

### **Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Bon après-midi et bienvenue à la présentation aux investisseurs des résultats du Groupe Banque TD pour le quatrième trimestre de 2011. Je m'appelle Rudy Sankovic et je suis le chef des Relations avec les investisseurs à la Banque.

Nous commencerons la présentation d'aujourd'hui par les remarques stratégiques d'Ed Clark, chef de la direction de la Banque, après quoi Colleen Johnston, chef des finances de la Banque, présentera nos résultats d'exploitation du quatrième trimestre. Mark Chauvin, chef de la gestion des risques, commentera ensuite la qualité du portefeuille de crédit, après quoi nous répondrons aux questions des personnes présentes dans la salle ainsi qu'à celles des analystes et investisseurs présélectionnés qui sont au bout du fil.

Sont également présents aujourd'hui pour répondre à vos questions, Bob Dorrance, chef de groupe, Services bancaires de gros, Tim Hockey, chef de groupe, Services bancaires canadiens, Assurance auto et Cartes de crédit, Bharat Masrani, chef de groupe, Services bancaires aux États-Unis, et Mike Pedersen, chef de groupe, Gestion de patrimoine, Assurance et Services communs de l'entreprise.

À la suite de la présentation des résultats du quatrième trimestre, il y aura une petite prolongation pendant laquelle nous passerons en revue l'information présentée dans le bilan d'ouverture établi selon les nouvelles Normes internationales d'information financière – les « IFRS » – et nous répondrons aux questions qu'on pourrait nous poser à ce sujet. Quelques minutes s'écouleront après la séance de questions le temps que nous mettions le matériel voulu en place, mais nous vous invitons à ne pas couper et à rester en ligne. Idéalement, l'horaire de la séance d'aujourd'hui sera bien serré, à savoir une heure pour la présentation et 15 minutes supplémentaires pour l'explication des IFRS. Je m'emploierai donc à suivre notre horaire de près et à limiter les digressions.

Passons donc dès à présent à la diapo 2. Mais avant, permettez-moi d'abord de faire une mise en garde : Comme la présentation d'aujourd'hui contient des énoncés à caractère prospectif, il est possible que, à terme, les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui vous y sont présentés aujourd'hui. Ces énoncés prospectifs représentent l'opinion de la direction et ne sont communiqués que dans le but d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs et les priorités de la Banque ainsi que ses rendements financiers attendus, et ils pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Plusieurs facteurs et hypothèses d'importance ont servi à l'élaboration de ces énoncés prospectifs. Pour un complément d'information sur ces facteurs et hypothèses, je vous invite à vous reporter au rapport de gestion de notre exercice 2011 sur notre site TD.com.

Sur ce, je passe la parole à Ed Clark. Ed?

---

### **Ed Clark, Groupe Banque TD, président du Groupe et chef de la direction**

Merci Rudy et bienvenue à tous et à toutes. J'espère que je ne blesserai personne si je n'assiste pas au très intéressant débat sur les IFRS qui suivra la présentation aux investisseurs.

Avant que Colleen vous relate par le détail les résultats du quatrième trimestre, je voudrais vous faire part de mes impressions sur ce trimestre ainsi que sur l'exercice qu'il vient de clore. Après quoi, je tournerai mon attention vers les perspectives qui nous attendent pour 2012.

De toute évidence, le trimestre écoulé a été un excellent trimestre pour ce qui s'est révélé, à terme, un exercice record – toutes les unités d'exploitation de la Banque TD ayant produit de solides résultats. Au total, le bénéfice rajusté a progressé de 30 %, tandis que chacun de nos secteurs a fait des gains dans les deux chiffres.

De part et d'autre de la frontière, nos Services bancaires personnels et commerciaux ont continué de jouir d'une forte croissance des prêts et des dépôts. Le secteur de la Gestion de patrimoine, quant à lui, a vu son portefeuille connaître un solide afflux d'actifs de clients, tandis que les Services bancaires de gros ont rebondi d'un troisième trimestre qui s'était avéré particulièrement difficile pour dégager de très bons résultats, les revenus de négociation ayant marqué d'importants gains en dépit des difficultés liées à la conjoncture mondiale, aidés en cela par la hausse des gains sur valeurs mobilières. Dans l'ensemble, il s'est donc agi d'un trimestre remarquable.

Mais revenons quelques instants sur 2011. Je crois que les 12 derniers mois montrent bien tout le pouvoir lucratif de notre modèle commercial axé sur les services de détail, et toute la croissance dont ce modèle peut être porteur.

L'an dernier, à pareille époque, le bénéfice rajusté pour l'ensemble de l'exercice venait tout juste de franchir pour la première fois le cap des 5 milliards de dollars. Cette année, c'est le cap des 6 milliards qui vient d'être fracassé, soit un bond de 20 % en glissement annuel, dans un contexte pour le moins difficile et incertain.

Si vous regardez de près chacun de nos secteurs, vous remarquerez qu'ils ont tous fourni un apport non négligeable aux résultats globaux et qu'ils ont prospéré, malgré les vents de face qu'ils ont dû affronter. La progression des résultats de TD Canada Trust en 2011 n'a été rien de moins que spectaculaire. D'ailleurs, TD Canada Trust a donné le ton au reste du secteur bancaire pour ce qui est de fournir aux clients un service inégalé et une commodité qui, à nouveau, lui ont valu de se distinguer sur plusieurs grandes scènes.

Forte d'un bénéfice en hausse de 17 % pour l'exercice et d'un remarquable taux de 13 % sur une base composée depuis 2006, TD Canada Trust demeure un chef de file incontesté sur le plan de la croissance. Cette croissance nous est venue de l'accent que nous n'avons jamais cessé de mettre sur le réinvestissement dans nos entreprises, en vue d'assurer le maintien de notre longueur d'avance sur la concurrence. Nos 24 nouvelles succursales, nos heures d'ouverture le dimanche, nos importants investissements dans la mise en place de représentants supplémentaires au service de la petite entreprise sont tous des exemples des investissements réalisés pour maintenir cette longueur d'avance.

Notre secteur des assurances a, lui aussi, connu une très bonne année, poussé en cela par la forte croissance des revenus de primes et par la gestion améliorée des demandes de règlement. C'est là un autre secteur où nous avons systématiquement investi et dont nous récoltons à présent les fruits.

Nos activités mondiales de gestion de patrimoine ont aussi abouti à un exercice record, avec une croissance de 27 % de leur bénéfice. Nos démarches de recrutement de nouveaux actifs donnent des résultats, et les données sur la satisfaction des clients sont à la hausse. Conséquence de la volatilité des marchés, nos volumes de transactions y ont aussi été vigoureux. Non seulement nous nous employons à fournir le service légendaire « à la TD » aux particuliers et entreprises clients de la Banque, mais nous en profitons pour bien asseoir notre position de tête dans le domaine du courtage en ligne.

Quant à elle, notre filiale américaine TD Bank a connu un autre exercice de très bonne tenue malgré les puissants vents contraires d'ordre législatif ou économique qu'elle a dû affronter sur son chemin. Nous y avons connu une très forte croissance, tout en continuant d'affirmer notre présence du Maine jusqu'à la Floride, en ouvrant pas moins de 37 succursales qui n'ont pas manqué d'épater la clientèle. Nous avons aussi achevé l'intégration du South Financial Group, ce qui nous a hissé parmi les cinq grands de la Caroline du Sud, où nous avons tout juste annoncé des investissements majeurs dans cette plaque tournante. Nous gardons confiance dans notre capacité d'y accroître notre part de marché, malgré les difficultés d'ordre conjoncturel. Sur le plan de la croissance des prêts, nous avons surpassé par une large marge nos groupes de pairs aux États-Unis. Et par la combinaison d'une forte croissance interne et des acquisitions réalisées, nous avons fait progresser de 33 % cette année notre bénéfice rajusté aux États-Unis, puissant indicateur que notre offre de service et de commodité a largement trouvé preneurs.

Nos Services bancaires de gros ont clos sur une bonne note un exercice qui s'est révélé en général difficile, faisant du coup la preuve qu'un modèle commercial axé sur la diversité de la clientèle permettait de supporter des conditions de fonctionnement ardues du genre de celles que nous avons affrontées en 2011. Ce secteur dispute actuellement la première ou la deuxième place à ses homologues canadiens – ce dont nous ne sommes pas peu fiers. Il n'y a pas si longtemps, nous nous étions fixé pour objectif de nous hisser parmi les trois grands courtiers du secteur. De toute évidence, c'est mission accomplie.

Ces résultats montrent bien qu'il est possible de jeter les bases d'une banque nord-américaine sans prendre des risques hors de mesure et tout en investissant dans des entreprises capables de produire des bénéfices à répétition, et de nous démarquer ainsi de la concurrence même quand les temps sont durs. Au nombre de nos réussites de l'année figure notre distinction par le célèbre magazine des affaires *Euro Money*, qui a reconnu dans la TD la meilleure banque d'Amérique du Nord pour la troisième année d'affilée.

Ces exploits n'auraient pas été possibles s'il n'y avait eu au départ les gens qui assurent la bonne marche de la Banque au quotidien et qui veillent à répondre aux besoins et attentes de ses clients. À cela, notre équipe de plus de 85 000 salariés a littéralement excellé tout au long de l'année. Au nom du conseil d'administration et de toute la haute direction, je tiens ici à les en remercier sincèrement.

J'ai aussi l'immense plaisir d'annoncer l'arrivée de MBNA Canada et de ses 1 700 employés dans les rangs de la Banque TD. Nous sommes ravis de les accueillir parmi nous. L'acquisition de MBNA, qui s'est close aujourd'hui, fait de nous l'un des protagonistes de l'émission de cartes de crédit couplées au Canada, sans compter la position singulière qu'elle nous confère sur le marché, avec de fortes affinités tant avec le milieu de l'assurance qu'avec celui des cartes de crédit.

Permettez-moi à présent de partager avec vous quelques réflexions sur ce qui nous attend en 2012. Au cours des six derniers mois, nous avons constaté un net repli dans le climat économique mondial. Un grand climat d'incertitude plane sur le monde du fait des dettes souveraines des pays européens, et quant à la capacité réelle d'en venir à bout.

Les risques d'échec politique majeur sont ici bien réels, et l'issue la plus probable semble être pour le moment une série d'accommodements confus qui, au mieux, ralentiront la croissance et déboucheront sur une récession de moyenne ampleur.

Aux États-Unis, on voit déjà des signes de reprise. Les entreprises ont assaini leur bilan et nettement accru leur productivité. Elles investissent, certes, mais elles se retiennent dans leur élan, par crainte des risques venus d'Europe et des inquiétudes posées par la polarisation politique aux États-Unis, et de l'humeur changeante des consommateurs américains.

Si l'on fait exclusion des problèmes en Europe, la reprise de l'activité économique aux États-Unis est de l'ordre des probabilités. Cependant, compte tenu des perspectives européennes, cette croissance devrait tourner au ralenti et, au mieux, elle devra pouvoir composer avec de légères réductions seulement des taux de chômage. Les taux d'intérêt sont à des creux historiques, et ils ne devraient pas remonter pour la peine dans un avenir prévisible.

Malgré les vents contraires qui soufflent du monde entier et compte tenu du contexte, nous estimons que la TD tire plutôt bien son épingle du jeu. Même si les perspectives économiques peuvent sembler sombres, nous n'affichons pas le même pessimisme à l'égard des débouchés qui s'offrent à nous, car nous avons été à même de constater qu'un modèle commercial qui repose sur le service et la commodité et qui prône des réinvestissements continus se démarquera toujours des autres. Nous amorcerons donc 2012 avec le vent dans les voiles.

TD Canada Trust devrait montrer de solides signes de croissance en dépit des taux d'intérêt peu élevés, mais nous nous attendons par ailleurs à un ralentissement des prêts à la consommation. Les prêts en général devraient s'inscrire en hausse, allant du milieu au haut de la fourchette des unités, grâce au solide apport qui viendra des volumes amenés par les prêts aux entreprises, et à la progression continue

des prêts personnels, quoique à un rythme moins prononcé que celui observé ces deux dernières années. Cette croissance sera à son tour atténuée par des pressions continues sur les marges. Comme quoi il importerait que nous maîtrisions bien nos dépenses, de sorte que notre levier d'exploitation soit positif.

Aux États-Unis, 2011 aura été un exercice record malgré les répercussions qu'auront eues sur nous la nouvelle réglementation sur les découverts et les difficultés liées à la conjoncture. Nous pensons bien pouvoir répéter l'exploit en 2012 en dépit de la nouvelle réglementation en matière de commissions d'interchange qui, selon nos estimations, devrait nous priver de quelque 50 à 60 millions de dollars de revenus bruts par trimestre l'an prochain. Nous avons dit que nous entendions recouvrer ce manque à gagner dans les deux années suivantes en lançant de nouveaux produits et en optimisant nos barèmes de frais. Nous entendons continuer de réinvestir dans notre patrimoine en ouvrant 30 succursales, et en augmentant nos prêts et dépôts à un rythme plus rapide que celui de la concurrence. Ainsi nos entreprises américaines devraient-elles connaître une modeste hausse de leurs bénéfices au cours de la prochaine année, même après prise en compte des commissions d'interchange.

Notre secteur de la Gestion de patrimoine est en plein essor et devrait voir affluer continuellement de nouveaux clients en dépit de la volatilité des marchés. Même si cela reste difficile à prédire, nous prévoyons une croissance appréciable de ce secteur si les marchés financiers se maintiennent.

Le secteur de l'Assurance, qui sera regroupé à la Gestion de patrimoine à compter de l'exercice 2012, devrait poursuivre sa croissance, fort de son acquisition de MBNA et de l'augmentation prévue des primes perçues qui devrait ajouter à ses bénéfices.

Pour ce qui est de nos Services bancaires de gros, même si prédire des résultats s'avère au demeurant un exercice difficile, Valeurs mobilières TD devrait voir sa croissance se poursuivre l'an prochain dans le secteur de base des transactions de courtage. En revanche, nous ne devrions pas être témoins du même niveau de gains sur valeurs mobilières qu'en 2011. En dépit des conditions difficiles dans lesquelles s'effectuent les transactions, ce secteur devrait rapporter au prochain exercice un solide rendement du capital investi rajusté en fonction du risque.

Nous entendons continuer d'investir dans nos entreprises tout en nous assurant par ailleurs que nos frais ne croîtront pas plus vite que nos revenus. Quant à nos bénéfices, nous continuons de viser un objectif de croissance à moyen terme de notre bénéfice rajusté par action de l'ordre de 7 à 10 %. Vu les vents contraires qui soufflent sur les plans économique et législatif, c'est un plan de travail audacieux mais, idéalement, c'est ce que nous voudrions accomplir. J'ai confiance que, grâce à notre modèle commercial éprouvé et à notre extraordinaire équipe de direction, nous poursuivrons sur notre lancée en dépit de l'adversité, tant en valeur relative qu'en valeur absolue.

Sur le thème du capital, je dirai que nous sommes en très bonne posture à l'approche de 2012. Nous estimons que notre ratio des fonds propres de première catégorie selon Bâle III sur une base entièrement intégrée dépassera facilement 7 % d'ici au deuxième trimestre de 2012, et qu'il se fixera autour de 7,5 % d'ici au premier trimestre de 2013. En 2011, nous avons tiré de la croissance de nos bénéfices plus de 2,5 milliards de dollars d'excédent de capital et cela, même après avoir relevé par deux fois nos dividendes – exploit qui a, à nouveau, de quoi impressionner. Cela dit, nous continuerons de gérer notre capital avec la plus grande circonspection.

Je conclus là-dessus et passe la parole à Colleen.

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Merci, Ed, et bon après-midi à tous.

Je voudrais passer en revue nos résultats avec vous, à commencer par ceux de l'exercice au complet.

Pour 2011, le bénéfice net rajusté de la Banque se chiffre au total à 6,3 milliards de dollars, soit un nouveau record, en hausse de 20 % par rapport à l'exercice précédent, tandis que le bénéfice rajusté s'établit à 6,82 \$ par action, soit une hausse de 18 % en glissement annuel, établissant aussi un nouveau record.

Nos résultats de 2011 témoignent bien du potentiel lucratif de nos activités de détail tant au Canada qu'aux États-Unis. Au total, nos activités de détail ont dégagé un bénéfice rajusté de 5,7 milliards de dollars canadiens, soit 20 % de plus qu'en 2010 et un nouveau record. Les bénéfices des activités de détail représentent 88 % du bénéfice global de la Banque.

TD Canada Trust a eu un exercice record, avec un bénéfice de 3,6 milliards de dollars, en hausse de 17 % par rapport à 2010. Les Services bancaires personnels et commerciaux et le secteur de l'Assurance ont aussi connu des exercices records – le tout marqué par une forte croissance des volumes, un levier d'exploitation positif et une amélioration des conditions du crédit qui se sont alliées pour produire une autre année d'excellentes performances.

La Gestion de patrimoine a connu – et de loin – son meilleur exercice de tous les temps, en dépit de la rigueur des marchés. Globalement, pour nos activités mondiales de gestion de patrimoine, c'est un bénéfice de 569 millions de dollars qui s'est dégagé à la clôture, en progression de 27 % par rapport à l'année précédente, par suite d'une forte augmentation du portefeuille d'actifs de clients et de bons volumes de transactions.

Aux États-Unis, les Services bancaires personnels et commerciaux ont connu un exercice record, avec un bénéfice rajusté de plus de 1,3 milliard de dollars US, soit un gain de 33 %, poussé en cela par une formidable augmentation des prêts et dépôts, par une amélioration d'origine interne de la provision pour pertes sur créances et par les acquisitions réalisées. Nous continuons d'investir en vue d'accentuer notre présence aux États-Unis et d'y jeter des bases solides en prévision de nos activités futures.

Les Services bancaires de gros ont connu une bonne année en dépit des difficultés liées aux marchés, affichant un bénéfice de plus de 800 millions de dollars, en repli de 18 % par rapport aux très solides performances réalisées en 2010. Le recul des activités de courtage a été en partie neutralisé par une hausse des gains sur valeurs mobilières.

Le secteur du Siège social a ramené sa perte à 274 millions de dollars sur une base rajustée, soit une amélioration de 263 millions par rapport à 2010, attribuable aux transferts entre les secteurs et à une hausse des bénéfices sur le capital non réparti.

Le ratio des fonds propres de première catégorie a conclu l'année en force, à hauteur de 13 %.

Nous avons dégagé un levier d'exploitation positif de 1 % pour l'exercice 2011.

Les frais du quatrième trimestre ont été élevés, comme prévu. À mesure que nous progresserons en 2012, nous prévoyons un ralentissement du taux de croissance des frais de manière à maintenir un levier d'exploitation positif tout en continuant d'investir dans l'avenir.

Dans l'ensemble, il s'agit d'un excellent résultat pour la TD.

Passons maintenant à la diapositive 5.

Si l'on regarde maintenant de plus près les résultats de notre quatrième trimestre, on constate que le bénéfice net rajusté de la Banque totalise 1,6 milliard de dollars, en hausse de 30 % par rapport à l'an dernier et de 4 % par rapport au trimestre précédent, ce qui est un autre record. Après dilution, le bénéfice rajusté s'établit à 1,77 \$ par action, soit 28 % de plus qu'il y a un an – ce qui est aussi un record.

La solidité de ces résultats s'explique par les activités de détail au Canada comme aux États-Unis, qui ont continué sur leur lancée et produit un bénéfice rajusté de 1,4 milliard de dollars pour les activités de détail, soit un gain de 18 % par rapport à un an plus tôt. Pour ce qui est des Services bancaires de gros, des gains ont aussi été marqués en dépit de conditions de marché fort difficiles. Après rajustement, le bénéfice net s'établit à 288 millions de dollars, soit 33 % de mieux qu'il y a un an. Ces résultats impressionnants s'expliquent essentiellement par de bons niveaux de transactions, conjugués, pour le trimestre écoulé, à un niveau de gains sur valeurs mobilières plus élevé qu'à la normale. Le secteur du Siège social a dégagé pour sa part une perte rajustée de 80 millions de dollars.

Globalement, il s'agit là de résultats très conséquents, chaque secteur d'activité ayant affiché une croissance des bénéfices dans les deux chiffres.

Voyons maintenant la diapo 6.

Pour la TD, le bénéfice net comme présenté s'établit à 1,6 milliard de dollars, soit l'équivalent de 1,69 \$ par action. Après rajustement, le bénéfice net s'établit à 1,6 milliard de dollars ou 1,77 \$ par action. La différence entre le résultat comme présenté et le résultat rajusté s'explique par les cinq éléments à noter, qui vous sont tous déjà connus.

Passons à la diapo 7.

Les Services bancaires et personnels au Canada ont connu un autre excellent trimestre, dégagant un bénéfice net de 905 millions, soit 17 % de plus qu'un an plus tôt. Tout particulièrement, les Services bancaires commerciaux et le secteur de l'Assurance ont produit pour ce trimestre des résultats de très bonne tenue. Le bénéfice net s'est replié de 5 % par rapport au résultat record du trimestre précédent.

Les revenus s'inscrivent en hausse de 5 % par rapport à il y a un an et de 1 % par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu des transferts entre les secteurs, c'est de 7 % que les revenus ont progressé en un an. Cette augmentation en glissement annuel vient de la forte croissance qui s'est poursuivie sur les volumes des prêts immobiliers garantis, les prêts automobiles, les prêts aux entreprises et les dépôts, ainsi que de la hausse marquée des revenus tirés des produits d'assurance. Ces gains ont en revanche été atténués par un repli de la marge sur les actifs productifs.

Dans l'ensemble, les volumes de prêts moyens ont progressé de 8 % en un an, sous l'effet de l'essor des prêts immobiliers garantis, qui ont aussi monté de 8 %, et des prêts aux entreprises, qui ont gagné 14 %.

Les volumes de dépôts moyens sont en hausse de 5 %, les prêts personnels de base progressant de 10 %, contre 11 % pour les dépôts d'entreprises. Même si la croissance des dépôts de particuliers a été positive pour le trimestre, la tendance est défavorable en ce qui concerne le portefeuille de dépôts à terme, avec un repli de 7 %, attribuable pour l'essentiel à la forte concurrence s'exerçant sur les taux. Nous cherchons donc à inverser la tendance en poursuivant des stratégies de rentabilisation.

Compte non tenu des transferts entre les secteurs, la marge s'est repliée de 16 points de base par rapport à il y a un an et de 6 points de base par rapport au trimestre précédent, en raison du niveau peu élevé des taux en vigueur, de la plus grande rivalité s'exerçant sur les prix et de la modification apportée à la composition du portefeuille.

Le secteur de l'Assurance a continué sur sa lancée et connu un autre très bon trimestre avec des revenus qui ont profité de l'apport des primes et de l'amélioration des résultats techniques.



À hauteur de 212 millions de dollars, la provision pour pertes sur créances s'est repliée de 27 millions de dollars, ou -11 %, par rapport à il y a un an, par suite de l'amélioration des rendements du portefeuille de crédit, du perfectionnement des stratégies de recouvrement et des transferts entre les secteurs.

Les frais ont progressé de 2 % en un an. Les frais ont été prononcés au quatrième trimestre de l'exercice écoulé ainsi qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Par rapport au trimestre précédent, ils ont augmenté de 8 % en raison de l'échéancier des investissements dans l'entreprise, des mesures commerciales et des frais de personnel.

Le levier d'exploitation se chiffre à 3 % pour le trimestre, ou 5 % si l'on fait exception des transferts entre les secteurs.

Comme quoi il s'agit globalement d'excellents résultats pour TD Canada Trust.

En ce qui concerne 2012, nous prévoyons que la croissance se maintiendra à bon rythme même si les marges resteront comprimées. Un levier d'exploitation positif, conjugué à la stabilité du crédit et à l'acquisition de MBNA Canada, devrait pousser les bénéfices vers le haut de la fourchette des unités.

Passons maintenant à la diapo 8.

Les activités mondiales de gestion de patrimoine, dont les résultats de TD Ameritrade sont exclus, ont produit de bons résultats en dépit de marchés particulièrement difficiles et volatils. Le bénéfice net de 139 millions de dollars s'inscrit en hausse de 18 % par rapport à il y a un an, mais en baisse de 5 % par rapport au trimestre précédent.

Les revenus ont progressé de 9 % en un an, par suite surtout de l'augmentation des commissions touchées sur un plus grand volume d'actifs de clients et de la hausse des volumes de transactions.

Les frais ont augmenté de 8 % par rapport à il y a un an, du fait principalement de la hausse des coûts variables et de la hausse des frais de personnel et des frais liés aux projets.

TD Ameritrade a contribué 54 millions de dollars canadiens au résultat de la TD pour ce trimestre, soit un bond de 64 % par rapport à il y a un an et de 13 % par rapport au trimestre précédent, par suite d'une hausse de son bénéfice de base.

Dans l'ensemble, il s'est agi d'un autre solide trimestre pour les activités mondiales de gestion de patrimoine. Même si la volatilité des marchés boursiers rend toute prédiction un exercice ardu, nous avons des motifs raisonnables d'être optimistes que le niveau croissant de satisfaction client et l'afflux constant de nouveaux actifs de clients feront encore monter le résultat net en 2012.

La Banque a terminé son examen des informations sectorielles. À compter du premier trimestre de 2012, elle regroupera de l'information sous un nouveau secteur, Gestion de patrimoine et Assurance – activités qui, actuellement, relèvent toutes deux de Mike Pedersen. Nous présenterons aussi fin janvier, dans le cadre des renseignements supplémentaires prescrits au titre des normes IFRS, les résultats retraités des quatre trimestres.

Veuillez maintenant vous reporter à la diapo 9.

Aux États-Unis, nos Services bancaires personnels et commerciaux ont produit un solide bénéfice net rajusté de 325 millions de dollars US pour le trimestre, en hausse de 18 % par rapport à il y a un an, mais en repli de 9 % par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation en glissement annuel s'explique surtout par une forte croissance interne, par l'amélioration de la qualité des actifs ainsi que par les acquisitions réalisées. Même s'il y a bien eu des gains et des reculs par rapport au trimestre précédent, le repli observé en dernière analyse est largement attribuable à des niveaux plus normaux de revenus autres que d'intérêts, ainsi qu'à l'incidence, sur un mois, de l'application de l'amendement Durbin.

Si l'on fait exclusion de l'incidence des acquisitions et des transferts entre les secteurs, les revenus montrent une bonne croissance interne, de l'ordre de 8 % par rapport à il y a un an, qui est attribuable à une forte augmentation des volumes et à l'amélioration des commissions touchées.

La croissance interne des volumes continue d'impressionner. Le portefeuille des prêts de base s'est accru de 13 % par rapport à il y a un an, tandis que les prêts hypothécaires ont bondi de 42 % et les prêts aux entreprises, de 10 %.

Les dépôts de base, exclusion faite de l'incidence des acquisitions, des dépôts de gouvernements et des comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade, ont progressé de 13 %, les dépôts personnels ayant progressés de 11 %, contre 21 % pour les dépôts d'entreprises.

Les comptes « *sweep* », à savoir les comptes producteurs de revenus de TD Ameritrade, ont progressé de 30 % en un an et de 14 % par rapport au trimestre précédent.

Comparativement au trimestre précédent, la marge sur les actifs productifs moyens s'est repliée de 7 points de base à 351, conséquence surtout de la prise en compte des prêts acquis.

Au total, la provision pour pertes sur créances a diminué de 17 millions de dollars US, ou 12 %, par rapport à un an plus tôt, vu que la qualité du portefeuille d'actifs a continué de s'améliorer modérément. Le rendement du crédit sur les prêts acquis a cadré avec nos attentes. La baisse de la provision pour pertes sur créances par rapport au trimestre précédent résulte de la prise en compte des acquisitions.

Compte non tenu de l'incidence des acquisitions et des transferts entre les secteurs, les frais ont augmenté de 11 % par rapport à il y a un an, du fait essentiellement des frais engagés dans les nouvelles succursales et des investissements réalisés dans l'infrastructure.

Pour 2012, nous nous attendons à une croissance à un chiffre dans le secteur des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Comme nous l'avons souligné au dernier trimestre, l'amendement Durbin devrait entraîner un manque à gagner de 50 à 60 millions de dollars US de revenus bruts par trimestre en 2012.

Nous comptons rattraper ce manque à gagner sur les deux prochains exercices, par le lancement de nouveaux produits et l'optimisation de notre barème de frais. Nous avons bon espoir que la TD Bank, aux États-Unis, continuera d'accroître sa part de marché, et entendons soutenir sa croissance en y ouvrant pas moins de 30 nouvelles succursales.

Globalement, les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont connu un autre bon trimestre.

Vous remarquerez que nous avons amélioré l'information fournie sur les prêts acquis ayant subi une perte de valeur ainsi que sur le portefeuille acquis de titres adossés à des créances hypothécaires d'émetteurs privés. Ces soldes ont été retranchés de l'information sur les prêts douteux. En revanche, nous fournissons plus de détails sur les portefeuilles sous-jacents et les cotes de crédit s'y rapportant.

Passons à la diapo 10.

Le bénéfice net rajusté des Services bancaires de gros s'établit à 288 millions de dollars pour le trimestre. Ce résultat se situe en progression de 33 % par rapport à celui de l'an dernier et représente plus du double du résultat du troisième trimestre.

Les préoccupations continues à l'égard des dettes souveraines, conjuguées aux données économiques ternes pour les États-Unis, ont entraîné une grande volatilité pendant le trimestre. Cette situation a donné lieu à une hausse des revenus de transaction de dérivés sur actions et sur monnaies étrangères, atténuée par la diminution des revenus de transaction d'instruments à taux fixe et d'instruments de crédit par suite d'une baisse des volumes.

Les résultats du trimestre comprennent en outre un niveau de gains sur valeurs mobilières plus élevé qu'à la normale.

Par rapport au trimestre précédent, les revenus de négociation ont progressé du fait d'une amélioration des transactions sur nos instruments à taux fixe liés à des monnaies étrangères ou des actions. Les ajustements de la valeur de la dette à l'égard des passifs propres à la Banque n'ont pas joué dans l'augmentation des revenus de négociation.

Valeurs mobilières TD a continué de faire de grandes avancées dans l'accroissement de ses revenus, comme en témoigne son classement par rapport à ses pairs.

La provision pour pertes sur créances du trimestre est de 3 millions de dollars.

Les frais sont en hausse de 19 % par rapport à l'exercice précédent par suite de la hausse de la rémunération variable, de l'augmentation des charges liées au personnel de nos établissements et de l'investissement dans la gestion des risques et l'infrastructure de contrôle.

Pour l'avenir immédiat, nous prévoyons que le contexte dans lequel nous évoluons restera difficile en 2012. Nous pensons bien pouvoir dégager un solide rendement rajusté en fonction du risque, tout en restant dans la fourchette de tolérance au risque de la Banque.

Passons maintenant à la diapo 11.

Sur une base rajustée, le secteur Siège social affiche une perte de 80 millions de dollars, contre une perte de 163 millions un an plus tôt. Ce recul s'explique principalement par les transferts entre les secteurs, la hausse des bénéfices réalisés sur le capital non réparti et la baisse des frais nets du siège social.

Nous reviendrons sur les prévisions de résultats du secteur Siège social lorsque la Banque présentera, fin janvier, ses résultats annuels comparatifs tels qu'établis selon les IFRS.

Passons maintenant à la diapositive 12.

Même s'il n'y a pas eu de changement majeur à nos perspectives de résultats du quatrième trimestre selon Bâle III, je tiens néanmoins à apporter quelques précisions. Commençons par les fonds propres de première catégorie selon Bâle II.

Comme je l'ai souligné plus tôt, nous avons clôturé l'exercice à 13 %. Cependant, le ratio des fonds propres de première catégorie subira l'effet de plusieurs éléments qui surviendront au premier trimestre, dont le début de la comptabilisation des activités selon les normes IFRS, la transaction de MBNA, Bâle 2.5 et la déduction de nos filiales d'assurance. Nous prévoyons pour le moment que notre ratio des fonds propres de première catégorie baissera d'environ 110 points de base au premier trimestre.

À la clôture de notre exercice, notre ratio de fonds propres pro forma selon Bâle III était de 7,1 %. Cette hausse tient compte de l'émission, au quatrième trimestre, d'actions liées à la transaction de MBNA Canada, qui a trouvé sa conclusion aujourd'hui. Une fois pris en compte l'effet intégral de cette acquisition, notre ratio selon Bâle III serait ramené à environ 6,7 %.

Nous continuons de penser nous retrouver confortablement au-dessus de la marque des 7 % d'ici au deuxième trimestre de 2012.

Sur ce, je passe la parole à Mark.

---

**Mark Chauvin, Groupe Banque TD, chef de groupe et chef de la gestion des risques**

Merci Colleen et bon après-midi à tous.

Passons à la diapositive 13.

Comme par le passé, nous avons exclu des diapos sur le crédit les titres de créance classés comme prêts et les portefeuilles de prêts acquis ayant subi une perte de valeur. Dans ce dernier cas, il s'agit en l'occurrence des prêts garantis par la FDIC en Floride ainsi que les prêts douteux repris dans le cadre des acquisitions de South Financial et des Services financiers Chrysler. Nous ne tenons pas compte de ces portefeuilles, de manière à donner une image plus représentative du rendement réel du crédit aux États-Unis.

Dans l'ensemble, les portefeuilles de crédit canadiens ont continué de dégager les solides performances auxquelles ils nous habitués ces deux dernières années. Cela dit, nous ne nous inquiétons pas moins du niveau croissant d'endettement des consommateurs canadiens. Nous revoyons régulièrement l'incidence que cela pourrait avoir sur nos portefeuilles et rajustons nos stratégies de crédit s'il y a lieu de le faire.

Tout au long de l'année, la qualité du crédit a continué de s'améliorer aux États-Unis. Certes il a bien fallu considérer en bloc l'évolution des provisions pour pertes sur créances, mais cela est dans l'ordre des choses lorsqu'on s'apprête à sortir du cycle de crédit actuel.

Globalement, les tendances sous-jacentes au crédit sont positives. Tout particulièrement, les nouveaux crédits accordés se sont faits moins nombreux, le niveau des prêts à problèmes s'amenuise de trimestre en trimestre, les taux de défaillance s'améliorent et les règlements et recouvrements s'accélèrent.

Même si nous avons de quoi nous réjouir de nos bons résultats au Canada comme aux États-Unis, le climat d'incertitude qui continue de sévir dans le monde n'est pas sans nous inquiéter. Nous n'en avons pas pour autant vu de conséquences sur le rendement du crédit, et nos principaux indicateurs restent au vert.

Vous trouverez une ventilation détaillée de notre exposition directe au risque de crédit en Europe au tableau 39 du rapport de gestion. Comme le souligne ce tableau, l'exposition aux pays les plus risqués est à la baisse, et la majorité du solde de l'exposition est liée à des pays notés AAA et aux banques de première qualité de ces pays.

Nous suivons de près l'évolution de ces expositions et continuons d'estimer qu'elles ne devraient pas poser de risque grave pour la Banque. Enfin, les portefeuilles que nous avons acquis de même que les titres de créances classés comme prêts continuent de produire les résultats escomptés au départ.

Sur ce je redonne la parole à Rudy.

---

**Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Merci beaucoup, Mark.

Nous allons maintenant passer à la période de questions. Je rappelle à tous qu'il a été prévu une période de questions sur les IFRS dans le deuxième segment de notre téléconférence. C'est pourquoi nous vous prions de limiter pour le moment vos interventions aux seuls résultats du quatrième trimestre. Pour donner à chacun la chance de participer, je vous invite à ne poser qu'une seule question pour ensuite vous remettre à la queue.

Je demanderais aux gens présents dans la salle de se présenter avant de poser leur question, en indiquant aussi le nom de leur société. Avant de clore notre téléconférence d'aujourd'hui, j'inviterai Ed à dire quelques mots de conclusion.

Alors commençons avec les personnes présentes. Y a-t-il des questions qui nous viennent de nos analystes dans la salle. Michael?

---

**Michael Goldberg, *analyste, Valeurs mobilières Desjardins***

Bob, 286 millions de dollars de revenus de négociation ce trimestre, c'est deux fois et demie plus qu'au troisième trimestre, mais néanmoins le quart de moins qu'au quatrième trimestre de l'an passé. Diriez-vous que ces 286 millions sont au-dessus ou au-dessous de la normale ou qu'il s'agit là d'un chiffre qui est appelé à durer?

---

**Bob Dorrance, *Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires de gros***

Je doute qu'il y ait une seule et unique réponse à cette question, Michael. À notre avis – ou du moins à mon avis –, pour l'exercice au complet, c'est à un peu moins de 1,1 milliard de dollars de revenus de négociation auquel nous ayons affaire. Par les années passées, nous étions bien au-dessus de ce chiffre, tout particulièrement au sortir de la crise financière de 2008.

Mais si vous remontez à avant 2007, vous noterez que la norme tournait autour de 1,2 milliard par an. Cela pourrait être à nouveau un objectif, à raison de 300 millions en moyenne par mois. J'ose croire que nous avons la capacité voulue pour mener ce niveau d'activités de négociation. En revanche, ce qui n'est pas prévisible, c'est combien les marchés seront à même de supporter. Si tant est qu'un marché « normalisé » devait exister, notre objectif serait de 1,2 milliard de dollars.

---

**Rudy Sankovic, *Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs***

Merci, Michael. Prochaine question. John?

---

**John Reucassel, *analyste, BMO Marchés des capitaux***

Question à deux volets : le premier s'adresse à Mike Pedersen. Disons tout d'abord qu'il est un peu surprenant de constater le niveau élevé des commissions de courtage et autres revenus pendant le trimestre, compte tenu du contexte. Y a-t-il quelque chose d'inhabituel ou de particulier qui est en train de se passer dans ce segment?

Le deuxième volet est pour vous, Tim. Pourriez-vous nous dire quelles sont les perspectives en ce qui concerne la croissance des prêts et la concurrence qui s'y exerce sur le plan des marges, et nous expliquer plus en détail d'où sont venues ces pressions sur les marges pendant le trimestre par rapport aux paiements anticipés ou à quelque autre facteur que vous auriez pu avoir observé.

---

**Mike Pedersen, *Groupe Banque TD, chef de groupe, Gestion de patrimoine, Assurance et Services communs de l'entreprise***

Disons que le volume de transactions a été particulièrement élevé, tout spécialement au début du trimestre. Je crois que les gens ont généralement profité de la volatilité pour négocier, mais nous avons constaté un certain ralentissement vers la fin du trimestre et à l'approche de l'exercice financier suivant.

---

**John Reucassel, *analyste, BMO Marchés des capitaux***

Mais rien à signaler d'inhabituel?

---

**Mike Pedersen, *Groupe Banque TD, chef de groupe, Gestion de patrimoine, Assurance et Services communs de l'entreprise***

Pas vraiment.

---

**John Reucassel, *BMO Marchés des capitaux***

Et de la croissance?

---

**Tim Hockey, *Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Cartes de crédit***

Effectivement, considéré du point de vue des marges, nous avons reculé d'environ 6 points de base par rapport au trimestre précédent, ce qui est plus que nous avons pensé au départ vu le très grand nombre de facteurs à jouer dans ce dossier, comme vous n'aurez sûrement aucun mal à l'imaginer. Mais à regarder de plus proche chacun de ces éléments, nous avons noté que, contrairement à la plupart des trimestres, ils se sont à peu près tous tournés à notre désavantage pendant le trimestre, ce qui est effectivement un peu inusité.

Cela dit, si je devais en faire la synthèse, je dirais que deux des six points de la baisse sont venus des pressions issues de la concurrence, notamment les produits de prêts immobiliers garantis, montant dans lequel on pourrait faire entrer les résiliations de prêts hypothécaires, et c'est pourquoi ils ont été incorporés à ces produits. Un petit peu moins, disons grosso modo un autre tiers – soit deux autres points –, est venu essentiellement de l'évolution de notre bilan. Ainsi, nos prêts ont augmenté bien plus rapidement que nos dépôts pendant le trimestre. Le troisième et dernier tiers était essentiellement la conséquence du maintien des taux d'intérêt à leur faible niveau, ce qui explique d'où nous vient notre élan et pourquoi les choses évoluent aussi maintenant à un rythme moins cadencé qu'avant. Cela vous fait vos six points.

---

**John Reucassel, *BMO Marchés des capitaux***

Entendu. À propos des perspectives de croissance des prêts, voyez-vous les prêts hypothécaires intégrer les prêts commerciaux?

---

**Tim Hockey, *Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Cartes de crédit***

Bien entendu, avec la conclusion aujourd'hui de la transaction de MBNA, nous venons de connaître un pic, qui devrait faire sentir ses effets tout au long du prochain exercice comparativement à l'exercice écoulé. Mais si l'on en fait abstraction, on constate que le déclin du taux de croissance d'une année sur l'autre se poursuit par rapport aux taux que nous avons auparavant, à un rythme qui, bien franchement, est supérieur à ce à quoi nous aurions pu nous attendre il y a deux trimestres. Certes, nous prévoyons une croissance assez forte, mais cette croissance profitera surtout au crédit aux entreprises – comme quoi c'est surtout sur le plan des prêts personnels qu'on verra un ralentissement.

---

**John Reucassel, *BMO Marchés des capitaux***

Très bien, merci.

---

**Rudy Sankovic, *Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs***

Merci John. D'autres questions dans la salle? Non? Dans ces conditions, téléphoniste, nous sommes prêts à prendre un appel.

---

**Téléphoniste**

La question suivante vient de Peter Routledge, de la Financière Banque Nationale. C'est à vous, monsieur.

---

**Peter Routledge, *analyste, Financière Banque Nationale***

Merci et bonjour. Une question pour Mark : J'aimerais qu'on revienne à la page 37 des renseignements supplémentaires. J'aimerais comprendre l'exposition au risque de crédit en Europe et la façon dont vous la ventilez. Je sais bien que le chiffre de 57,7 milliards est un chiffre brut. Alors pourriez-vous nous expliquer en quoi les montants tirés au titre de ces expositions se comparent aux mises en pension puis aux dérivés négociés hors Bourse? Par exemple, a-t-on prévu quelque forme d'atténuation du risque ou une quelconque garantie à cet égard? J'ai aussi remarqué que les transactions de type mise en pension avec des contreparties européennes avaient chuté considérablement en valeur; pourriez-vous jeter un peu de lumière sur la question?

---

**Mark Chauvin, *Groupe Banque TD, chef de groupe et chef de la gestion des risques***

Volontiers. Disons qu'en ce qui concerne les transactions de type mise en pension, le chiffre de 20,1 milliards de dollars est un chiffre théorique. Comme quoi le chiffre éventuel pourrait être bien moindre dans les faits. Et toutes ces transactions sont garanties par des sûretés qui, dans tous les cas, sont formées soit de montants en espèces substantiels, soit de garanties de grande qualité, ce qui écarte d'office les dettes souveraines des GIPE. En fait cela se concentre surtout sur les dettes souveraines du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Allemagne, et jusqu'à un certain point, des Pays-Bas.

---

**Peter Routledge, *analyste, Financière Banque Nationale***

Et de la France?

---

**Mark Chauvin, *Groupe Banque TD, chef de groupe et chef de la gestion des risques***

Il y en a un peu de la France, mais c'est la minorité. Cela revient probablement à moins de 5 %. À cela s'ajoute le fait que toutes nos mises en pension ont des durées allant de un jour à moins de 90 jours. Comme quoi il y a un grand roulement.

Je ne saurais trop comment expliquer d'où vient la variation. Si l'on regarde les quatre derniers trimestres, la variation est notable, du fait de la nature même des transactions. C'est sûrement à cause de l'attrait même que revêt ce genre de transactions.

---

\* NDTR: Grèce, Italie, Irlande, Portugal et Espagne.

Si vous passez à la colonne suivante, celle des dérivés négociés hors Bourse, le chiffre exclut cette fois les sûretés. Si vous tenez compte de ces sûretés, qui à nouveau ont la même qualité élevée que les sûretés que j'ai évoquées plus haut pour les mises en pension – même qu'elles sont encore un peu plus restrictives –, on se retrouve en fait avec une très mince part pour la France, puis pour les autres, et il s'agit généralement dans chaque cas de trésorerie en dollars US ou dans une monnaie européenne. Une fois qu'on retranche ces montants en trésorerie et qu'on ramène le tout à un montant net, on arrive à 4 ou 5 milliards de dollars.

Et comme le tout relève de « CSA »<sup>\*</sup>, l'évaluation à la valeur de marché repose sur une garantie. Comme quoi la majorité des expositions correspondent à ce que nous appelons une « exposition éventuelle future », à savoir la tendance que pourraient prendre les choses sur la durée de la transaction, compte tenu d'un intervalle de confiance de 95 %, pour les grosses contreparties situées de façon générale dans des pays notés AAA.

---

**Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Très bien, merci. Question suivante, s'il vous plaît?

---

**Téléphoniste**

La prochaine question vient d'André Hardy, de RBC Marchés des Capitaux. Allez-y, monsieur.

---

**André-Philippe Hardy, analyste, RBC Marchés des Capitaux**

Merci. Ma question est du même ordre. J'imagine, Mark, que vous n'avez pas traité sur la même page des 23,5 milliards de dollars tirés sur les expositions en Europe.

---

**Mark Chauvin, Groupe Banque TD, chef de groupe et chef de la gestion des risques**

Bon, en fait, ce sont tous des placements. Je dirais que la vaste majorité d'entre eux sont détenus dans notre portefeuille de placements soit en Europe, soit au Canada ou aux États-Unis. Et ils se limitent à nouveau aux seuls pays les mieux notés, et ne comprennent pas des expositions autres que celles que nous avons déclarées. Il s'agit en général de montants prêtés à des États souverains ou organismes publics, pas américains parce qu'il s'agit de l'Europe, mais bien européens.

---

**André-Philippe Hardy, analyste, RBC Marchés des Capitaux**

Seriez-vous en mesure de départager ce qui revient au Royaume-Uni et ce qui revient à la zone euro?

---

**Mark Chauvin, Groupe Banque TD, chef de groupe et chef de la gestion des risques**

En fait, cela est précisé dans notre rapport de gestion; dans la ventilation plus précise qui y est donnée, la part revenant au Royaume-Uni est exactement de 5,8 milliards de dollars.

---

**André-Philippe Hardy, analyste, RBC Marchés des Capitaux**

D'accord, merci.

---

<sup>\*\*</sup> NDTR: Ententes de soutien au crédit prévues par l'ISDA



---

**Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Merci, André. Question suivante?

---

**Téléphoniste**

La prochaine question vient de Steve Thériault, de Bank of America Merrill Lynch. C'est à vous, monsieur.

---

**Steve Thériault, analyste, Merrill Lynch Canada**

Merci beaucoup.

Je voudrais ici enchaîner sur la question de Michael Goldberg à Bob, concernant les revenus de négociation. Je comprends qu'octobre aura probablement été en quelque sorte un mois de rebond, mais je n'en reste pas moins surpris de la contribution aussi élevée des transactions sur titres de capitaux propres. Si je ne m'abuse, c'est la plus élevée depuis 2009. Alors, Bob, se passe-t-il quelque chose d'inhabituel sur ce point, comme des transactions sur dérivés qui, de par leur nature, ne sont pas susceptibles de se répéter et qui donneraient ici encore plus d'élan? Pourriez-vous nous éclairer davantage sur le segment des titres de capitaux propres tout particulièrement?

Et puis, si je puis me permettre une autre petite question rapide, que j'adresse à Bharat ou éventuellement à Colleen. On a constaté une augmentation vraiment considérable des comptes de dépôts chez Ameritrade au cours du trimestre, de l'ordre, je crois, de quelque 7 milliards, ce qui est à mon sens l'une des plus élevées jamais observées. S'agit-il là d'argent qui va renflouer accessoirement les coffres d'Ameritrade ou y a-t-il ici un mouvement inusité?

---

**Bob Dorrance, Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires de gros**

Je parlerai ici seulement des titres de capitaux propres. Disons que le trimestre a été très bon pour ce qui est des dérivés sur actions, lesquels ont profité de la plus grande volatilité des marchés boursiers.

Et à l'intérieur même de ce segment des dérivés sur actions, nous menons diverses activités liées aux options, aux swaps, etc. Dans l'ensemble, nous recherchons généralement une position de longue volatilité dans la mesure du possible ou dans la mesure où le permettent les clients. C'est la position que nous avons prise en l'occurrence et la hausse de la volatilité a été au rendez-vous, si bien que nous avons pu en tirer parti. C'est probablement là l'un des aspects de nos activités de négociation qui a été essentiellement à l'origine du bond observé à ce poste par rapport à la normale.

---

**Steve Thériault, analyste, Merrill Lynch Canada**

Et il n'y a eu aucun gros swap sur rendement total ou quelque chose de cet ordre?

---

**Bob Dorrance, Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires de gros**

Non.

---

**Steve Thériault, analyste, Merrill Lynch Canada**

Aucune augmentation anormale non plus ni ou autre phénomène du genre?

---

**Bob Dorrance, Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires de gros**

Non, c'est venu de l'explosion de l'indice VIX en août.

---

**Steve Thériault, analyste, Merrill Lynch Canada**

Je vois.

---

**Ed Clark, Groupe Banque TD, président du Groupe et chef de la direction**

Ed, ici au micro, à propos d'Ameritrade. Nous devons composer avec certaines règles qui régissent les institutions financières et, bien franchement aussi, avec certaines règles de procédure qui ne nous ont pas permis de faire passer l'argent aux États-Unis d'une seule traite. Il s'agit probablement d'un des derniers gros montants à transiter ainsi que nous ayons comptabilisé. Peut-être y a-t-il là un peu de croissance normale, mais aussi quelques éléments que nous avons pu maintenant faire passer de l'autre côté. Comme quoi vous ne devriez pas vous attendre à voir des augmentations de la sorte à chaque trimestre dorénavant, et les chiffres devraient regagner des niveaux plus normaux.

---

**Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Très bien, merci, Steve. Question suivante, s'il vous plaît?

---

**Téléphoniste**

La prochaine question vient de Robert Sedran, de la CIBC. C'est à vous, monsieur.

---

**Robert Sedran, analyste, Banque CIBC**

Bon après-midi.

Bharat, la croissance des prêts hypothécaires se poursuivant à bon rythme, j'aurais deux questions à ce propos. La première est de savoir dans quelle proportion il s'agit là soit d'une baisse de la concurrence soit d'une baisse reliée aux prix?

Je constate par ailleurs que l'indice Case-Shiller continue de baisser. Le secteur du bâtiment s'est modérément replié. Comment entrevoyez-vous le risque de crédit à mesure que ce portefeuille continuera de se constituer? Autrement dit, à votre avis, quelle importance le portefeuille hypothécaire devrait-il occuper à plus long terme dans la composition de vos affaires?

---

**Bharat Masrani, Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis**

Bon, pour ce qui est du rythme auquel nous grandissons, je crois – comme je l'ai déjà dit – que, du fait du cycle dans lequel se trouvent actuellement les taux, il y a actuellement aux États-Unis une intense activité de refinancement. Et disons franchement que les institutions dont nous avons hérité n'avaient, au moment où nous en avons fait l'acquisition, que très peu d'affaires qui étaient liées aux prêts hypothécaires.

Si bien que, lorsque nous mettons en place une nouvelle plateforme, que nous regroupons nos activités dans une seule et même banque s'étendant du Maine jusqu'à la Floride, et qu'on associe notre image de

marque avec une offre marquée au coin du service et de la commodité, nous nous plaçons du coup en position de tirer profit de la vague actuelle de refinancements. En l'occurrence, il s'est agi de clients de la TD qui avaient contracté ailleurs leur prêt hypothécaire et qui, au moment de le refinancer, ont préféré le refinancer à la TD.

C'est pourquoi, comme vous venez juste de le faire remarquer, nous avons vu augmenter notre portefeuille. Tant que ce cycle de taux de poursuivra, tant que la vague de refinancements continuera de déferler, je pense que nous continuerons à en récolter les fruits et, éventuellement, dans une mesure plus grande encore que ce que le marché dans son ensemble semble indiquer.

S'agissant de la qualité du crédit, les zones géographiques où nous avons pris pied continuent de montrer pas mal de vigueur, En fait, les niveaux de souscription sont très élevés, et nos cotes FICO le sont aussi. Les ratios prêt-valeur ont de quoi impressionner. Nous suivons la situation de près. Comme quoi, bien honnêtement, je ne m'inquiète pas de la qualité du crédit de notre portefeuille hypothécaire; nous en sommes plutôt satisfaits et nous continuons de conclure les affaires qui se présentent à nous sur le marché.

Quant à l'ampleur des activités que nous devrions y mener, comme je l'ai dit précédemment, chaque fois que nous décrochons un nouveau client pour un prêt hypothécaire, c'est au moins quatre autres produits que nous pouvons aussi lui proposer. Quand nous n'avons pas de relation hypothécaire avec le client, le nombre de produits parallèles est aussitôt ramené à environ deux en moyenne.

Rapidement, maintenant, en ce qui concerne les États-Unis, qui pour nous est un phénomène relativement récent, disons que les produits hypothécaires deviennent en quelque sorte des produits fidélisateurs de la clientèle. Aussi aimerais-je bien développer ce secteur – à condition qu'on continue de mettre en place de bons produits hypothécaires comme nous sommes en train de le faire et qu'on puisse proposer à nos clients d'autres produits parallèles qui s'insèrent bien dans le cadre de notre stratégie, alors, dans ces conditions, je serais prêt à ce que nous prenions toute la place que nous pouvons.

Certes, il y a bien une limite à ce que notre bilan peut supporter, mais il nous reste encore une grande marge de manœuvre. Lorsque nous aurons atteint notre limite, nous devons de toute évidence refaire le point sur la question de savoir si nous devons les titriser ou les vendre à Freddie ou à Fannie. Mais nous sommes encore loin de là.

---

**Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Merci, Rob. Prochaine question s'il vous plaît?

---

**Téléphoniste**

La prochaine question vient de Brad Smith, de Stonecap Securities. C'est à vous, monsieur.

---

**Brad Smith, analyste, Stonecap Securities**

Merci beaucoup.

J'ai une question pour Colleen. À la diapo 8 des renseignements supplémentaires, il est dit que les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont dégagé en moyenne 17,8 milliards de dollars de capital investi. Or la société de portefeuille aux États-Unis a récemment déclaré plus de 20 milliards de dollars, tant au deuxième qu'au troisième trimestre.

Je me demandais juste où figurait le reste du capital employé aux États-Unis dont il est question dans le supplément, et comment vous distinguiez les bénéficiaires s'y rapportant de manière que le rendement du

capital investi déclaré par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis reflète bien la réalité?

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Lorsque nous déclarons le rendement du capital investi pour un secteur donné, Brad, nous ne le déclarons pas nécessairement pour une entité juridique donnée. Nous déclarons plutôt le capital économique que nous avons engagé dans ce secteur, lequel montant représente le capital d'exploitation de base dont nous avons besoin ainsi que l'écart d'acquisition et les actifs incorporels, lorsqu'il y en a.

C'est ainsi que nous faisons nos calculs. Comme quoi il est difficile de rattacher ces chiffres à une quelconque entité juridique. Dans certains cas, divers motifs nous obligent à détenir à l'égard d'une entité plus de fonds propres que ce dont cette entité a théoriquement besoin. Le chiffre à regarder est dès lors celui qui est indiqué pour le secteur donné.

---

**Brad Smith, analyste, Stonecap Securities**

Mais, Colleen, soyons réalistes. Si vous délestez du capital sur le marché américain et qu'à ce titre vous dégagiez des taux de rendement qui ne produisent qu'une fraction de ce que vous indiquez dans votre secteur, ne croyez-vous pas important d'effectuer un rapprochement détaillé de comment vous arrivez à ce montant, *a fortiori* est lorsque les chiffres sont de l'ordre de 20 à 30 milliards de dollars?

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Si j'ai bien compris votre question, Brad, vous vous demandez si une part des bénéfices déclarés dans les renseignements supplémentaires concerne ce capital, et la réponse est non. Les bénéfices qui y sont déclarés ne concernent que le montant de capital économique que nous avons consacré à ce secteur.

---

**Brad Smith, analyste, Stonecap Securities**

Entendu.

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Et je me sens tout à fait à l'aise avec la façon dont nous avons présenté ces chiffres.

---

**Brad Smith, analyste, Stonecap Securities**

Je résumerai donc en disant que les bénéfices que vous déclarez ici sont d'environ 100 millions de dollars supérieurs au bénéfice que vous déclarez pour l'entité juridique aux États-Unis – ce qui est tout à fait remarquable si l'on pense qu'il n'y a aucun bénéfice qui se rapporte à ce capital excédentaire. Merci.

---

**Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Merci, Brad. Prochaine question?

---

**Téléphoniste**

La question suivante vient de Gabriel Dechaine, du Crédit Suisse. C'est à vous, monsieur.

---

**Gabriel Dechaine, *analyste, Crédit Suisse***

Bonjour.

Tim, je n'ai pas très bien saisi vos prévisions de marge pour le Canada. Je vous repose donc la question de la façon suivante : Pour autant que la concurrence ou que les taux restent les mêmes, quel inconvénient pourrait-il y avoir, sur le plan de la marge de taux d'intérêt nette, ne serait-ce qu'à reconduire en l'état le portefeuille de produits hypothécaires? Et, le cas échéant, quelles mesures d'atténuation prendriez-vous pour limiter la valeur par laquelle les marges pourraient se contracter?

Et si vous le permettez, je vais en profiter pour glisser une petite autre question pour Mark cette fois. Je trouve pour le moins savoureuse votre observation que vous « rajustez vos stratégies de crédit s'il y a lieu de le faire » en parlant du risque auquel vous vous exposez au Canada du point de vue des prêts. Pourriez-vous préciser votre pensée et nous dire à quoi vous faites allusion? Merci.

---

**Tim Hockey, *Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Cartes de crédit***

Si j'ai bien compris Gabriel, vous voulez savoir quelles sont nos perspectives de marges. Rappelons tout d'abord qu'à compter du premier trimestre nous allons voir apparaître un pic attribuable à l'acquisition de MBNA.

Donc, si on retranche cet événement et qu'on ne tienne pas compte de l'acquisition de MBNA, nous prévoyons une sorte de déclin continu pour les quelques premiers trimestres (car prévoir au-delà de cet horizon n'est pas vraiment réaliste) de l'ordre de un ou deux, ce qui cadre, cela dit, avec ce que nous avons prévu pour le quatrième trimestre.

Cela vient en partie des pressions qui continuent de s'exercer sur les prêts immobiliers garantis. Mais il y a plusieurs facteurs qui s'y additionnent ou qui en sont retranchés. Et en ce qui concerne nos stratégies d'atténuation du risque, il est évident que nous en avons, mais nous n'avons pas l'intention de les divulguer en réponse à la question d'un analyste.

---

**Gabriel Dechaine, *analyste, Crédit Suisse***

D'accord. Maintenant pour ce qui est du renouvellement ou du refinancement, disons, du portefeuille hypothécaire. Qu'en est-il en bref?

---

**Tim Hockey, *Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Cartes de crédit***

En fait, nous ne le ventilons pas produit par produit. Et il y a des produits qui, de toute évidence, se retrouvent dans un milieu bien plus compétitif aujourd'hui qu'ils ne l'étaient avant.

Ce qui fait qu'on en revoie les tarifs, qu'on les détermine en fonction du rapport entre les produits qui sont arrivés à leur terme et les produits nouvellement souscrits. Je dirais donc, en somme, que ce genre d'attentes par rapport à ce qui s'additionne et se retranche vaut pour toute la gamme de nos produits.

---

**Gabriel Dechaine, *analyste, Crédit Suisse***

Très bien, merci.

---

**Mark Chauvin, *Groupe Banque TD, chef de groupe et chef de la gestion des risques***

Pour revenir sur mon observation de plus tôt, je voulais simplement dire que nous soumettons en permanence notre portefeuille canadien de prêts à la consommation à une batterie de tests de contraintes – tests qui peuvent éventuellement faire ressortir les segments de notre crédit non garanti qui pourraient être le plus vulnérables.

Dès lors, nous n'avons plus qu'à corriger un peu le tir de nos stratégies de crédit ou, autrement dit, le seuil à partir duquel nous approuvons un prêt en dernière analyse, de manière à resserrer le tout pour que, dans l'éventualité où surviendrait un quelconque incident, les conséquences de cet incident aient le moins d'ampleur possible.

---

**Rudy Sankovic, *Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs***

Superbe. Merci, Gabriel. Question suivante, s'il vous plaît?

---

**Téléphoniste**

La prochaine question vient de Sumit Malhotra, de Macquarie Capital. C'est à vous, monsieur.

---

**Sumit Malhotra, *analyste, Macquarie Capital Markets***

Bon après-midi. Deux questions de chiffres si vous le permettez. Tout d'abord pour Colleen, à la page 14 du supplément, on voit à votre bilan que le total de l'actif a grimpé d'environ 22 milliards de dollars depuis le trimestre précédent, ce qui est plutôt normal pour la TD. En revanche, si l'on regarde la page 11, du côté des actifs moyens, on relève une augmentation bien plus grande, de l'ordre de 50 milliards.

N'y a-t-il pas là un écart trop grand entre ces deux chiffres pour un seul trimestre. Pourriez-vous m'aider à comprendre ce qui se passe ici? Et d'abord et surtout, est-ce que cela a un quelconque lien avec les gains réalisés pendant le trimestre par les activités de négociation ou les gains sur valeurs mobilières?

---

**Colleen Johnston, *Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances***

D'abord, pour ce qui est de votre seconde question, la réponse est non. En ce qui concerne le rapport entre les actifs productifs et le total de l'actif, je vais vous revenir là-dessus, Sumit, pour voir de quoi il en retourne exactement pour ces deux chiffres plutôt que de répondre à la volée.

---

**Sumit Malhotra, *analyste, Macquarie Capital Markets***

Entendu. Et en fait ce ne sont pas vraiment les actifs productifs, si l'on regarde l'actif moyen, qui est passé de 648 à 699. En fait, c'est ce que je pense.

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Je vous en reparle.

---

**Sumit Malhotra, analyste, Macquarie Capital Markets**

Entendu. Ma seconde question porte sur les chiffres des « Revenus autres que d'intérêts », à la page 12 du supplément. Elle pourrait s'adresser soit à Bharat soit à Tim. En regardant de plus près le poste « Frais de service », j'ai été surpris de voir une hausse de 40 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en dépit du fait que vous nous avez dit que l'amendement Durbin ne se répercuterait que sur un mois du trimestre aux États-Unis. J'en déduis donc que Durbin a aussi eu des conséquences en termes de frais de service.

Peut-être pourriez-vous m'éclairer Tim? Y a-t-il eu des changements dans vos activités qui auraient eu pour effet de neutraliser l'impact de Durbin, ou qu'en est-il exactement?

---

**Tim Hockey, Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Cartes de crédit**

Oui. Pour répondre en peu de mots, disons que nous avons retarifé certains comptes de dépôts, changement qui s'est répercuté sur les chiffres de quasiment tout le trimestre.

---

**Sumit Malhotra, analyste, Macquarie Capital Markets**

De combien, alors, cela a-t-il gonflé les chiffres du trimestre?

---

**Tim Hockey, Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Cartes de crédit**

Nous ne pouvons vous le révéler.

---

**Sumit Malhotra, analyste, Macquarie Capital Markets**

La compensation survenue dans vos affaires a-t-elle également eu la même portée, à la baisse, du côté des activités de Bharat, ou de quel ordre est la différence entre les deux? Ou ne divulguez-vous pas ces chiffres-là non plus?

---

**Tim Hockey, Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Cartes de crédit**

Nous ne pouvons pas non plus les divulguer.

---

**Sumit Malhotra, analyste, Macquarie Capital Markets**

Merci de votre temps.

---

**Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Merci, Sumit. Question suivante, s'il vous plaît?

---

**Téléphoniste**

Votre prochaine question vient de Brian Klock, de Keefe, Bruyette & Woods. C'est à vous, monsieur.

---

**Brian Klock, analyste, KBW**

Bonjour. Ma question s'adresse à Colleen. Pourriez-vous revenir sur l'incidence de la marge de taux d'intérêt nette aux États-Unis sur les prêts acquis? Quelle était-elle déjà?

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Désolée, quelle est au juste votre question concernant les prêts acquis?

---

**Brian Klock, analyste, KBW**

Vous avez dit que la marge de taux d'intérêt nette sur les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis s'était contractée, et que cela était entièrement attribuable à l'incidence des prêts acquis ou achetés.

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Je vois. En fait, cela se résume davantage à une question de composition des portefeuilles. Lorsque nous avons regardé les revenus générés par certains des portefeuilles que nous avons acquis, nous avons observé une baisse pendant le trimestre, qui était probablement d'un peu plus d'ampleur que celle à laquelle nous nous serions attendus normalement. Cela a correspondu aux 7 points de base. Une partie est attribuable à South Financial, et une autre à Chrysler.

---

**Brian Klock, analyste, KBW**

Donc ce n'est pas dû à la comptabilisation des acquisitions. C'est juste la retarification de ces prêts acquis.

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

C'est bien cela et, dans certains cas, c'est dû à la liquidation du portefeuille. Ainsi, dans le cas de Chrysler, par exemple, on voit que le portefeuille se liquide assez rapidement. Et les marges sur ce portefeuille étaient assez consistantes.

---

**Brian Klock, analyste, KBW**

Je vois. Et permettez-moi d'enchaîner sur une autre toute petite question. En ce qui concerne les frais, vous nous avez touché un mot des dépenses qui ont été comptabilisées pour le trimestre écoulé. Mais qu'en est-il du premier trimestre de 2012 et de ces dépenses comptabilisées – qui se sont révélées



un peu supérieures aux projections? À quoi devrait-on s'attendre à ce chapitre pour ce premier trimestre de 2012 normalisé?

---

**Ed Clark, Groupe Banque TD, président du Groupe et chef de la direction**

Je me posais moi-même la question, comme quoi j'ai hâte d'entendre la réponse.

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Pareil pour moi. Tout d'abord, même si ça peut avoir l'air d'un faux-fuyant, je soulignerai d'entrée de jeu que les conditions du change ont aussi joué pour beaucoup dans l'augmentation des charges observée par rapport au trimestre précédent, de l'ordre de 30 millions de dollars en fait – ce qui nous a fait déborder de notre fourchette prévisionnelle. Sinon, nos charges auraient été d'environ 270 millions de dollars.

Aussi, en ce qui concerne nos prévisions pour le premier trimestre, exclusion faite de l'incidence de l'acquisition de MBNA qui ne manquera pas d'ajouter aux dépenses, je crois que vous devriez vous attendre à ce que ce chiffre soit ramené aux environs de 150 millions de dollars. Mais encore là, nous restons prudents dans nos prévisions. Même si on observe habituellement une bonne baisse des dépenses au premier trimestre, de nouveau, cela est sans compter avec les dépenses liées à MBNA.

---

**Brian Klock, analyste, KBW**

Très bien, merci.

---

**Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Merci, Brian. Une dernière question, s'il vous plaît?

---

**Téléphoniste**

La dernière question nous vient de Mario Mendonca, de Canaccord Genuity. Allez-y.

---

**Mario Mendonca, analyste, Canaccord Genuity**

Bon après-midi. Une question éclair.

J'aimerais que vous m'éclairiez un peu sur la variation observée, en ce qui concerne les dépôts d'entreprises et de gouvernements, pour le bilan dans son ensemble, telle qu'elle apparaît à la page 14, en l'occurrence une augmentation de 27 milliards de dollars entre les deuxième et quatrième trimestres. J'imagine que plusieurs facteurs sont sûrement ici en cause.

Ce que j'essaie tout particulièrement de comprendre est quelle proportion de cette augmentation vient de la croissance normale des dépôts d'entreprises, comme, disons, des fonds acquis ou, qui sait même peut-être, de TD Ameritrade. Les dépôts de TD Ameritrade en font-ils aussi partie? J'aimerais que vous m'expliquiez cette variation.

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Si vous le permettez, je vais amorcer un début de réponse, Mario, en présentant certains des grands facteurs qui ont joué en l'occurrence, après quoi Bharat ou Tim pourront éventuellement parler de ce qui s'est passé du côté des entreprises?

Disons d'entrée de jeu qu'on a vu une croissance fantastique de part et d'autre de la frontière pour ce qui est des dépôts d'entreprises. L'autre facteur qui a joué au cours du trimestre est le fait que nous avons levé beaucoup de fonds par la voie d'instruments de créance de premier rang – notamment dans le cadre du financement préliminaire de l'acquisition de MBNA, qui s'est finalement conclue aujourd'hui. Cela a été un facteur déterminant dans la variation par rapport au trimestre précédent.

Les dépôts *sweep* de TD Ameritrade relèvent des dépôts personnels. Ce sont dans les dépôts personnels sans terme qu'on verrait cette augmentation de 7 milliards. J'ignore si Bharat ou Tim souhaite ajouter quelque chose?

---

**Bharat Masrani, Groupe Banque TD, chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis**

Je reprendrai tout simplement les propos de votre présentation, Colleen, où vous disiez qu'il y avait eu une augmentation considérable des dépôts d'entreprises aux États-Unis. Le moins qu'on puisse dire est que nous avons vu et que nous continuons de voir une bonne croissance dans ce segment. Dans l'ensemble, nous nous montrons plutôt sélectifs dans le genre de dépôts d'entreprises que nous acceptons, vu les taux qui s'appliquent à eux en ce moment.

Mais la croissance reste intéressante et il s'agit là de dépôts de base. En revanche, nous ne voyons pas beaucoup de croissance du côté des dépôts de gouvernements, et cela tient à notre stratégie, qui est de nous assurer de ne traiter dans ce segment que des transactions qui relèvent des activités de base et entreprises auxquelles la Banque souhaite s'intéresser.

Je n'en dirais pas moins que, globalement, nous sommes très satisfaits de la croissance de nos dépôts. Quant aux chiffres, Colleen a parlé de certains d'entre eux dans son commentaire.

---

**Mario Mendonca, analyste, Canaccord Genuity**

Autrement dit, Colleen, pour être plus précis à propos des 27 milliards de dollars, diriez-vous en d'autres termes que les deux tiers de ce montant viennent de la croissance naturelle des dépôts d'entreprises et que le reste est formé de fonds acquis? Je cherche juste à comprendre d'où est venue cette augmentation de 27 milliards entre le deuxième et le quatrième trimestre.

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Oui, c'est à peu près ça.

---

**Mario Mendonca, analyste, Canaccord Genuity**

Donc un partage de deux tiers – un tiers?

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Oui.

---

**Mario Mendonca, *analyste, Canaccord Genuity***

En ce qui concerne le tiers de fonds acquis ou de gros, de quels actifs s'agit-il?

---

**Colleen Johnston, *Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances***

Je dirais que, pour la plupart, il s'agit d'actifs disponibles à la vente. Nous les avons classés dans les investissements liquides.

---

**Mario Mendonca, *analyste, Canaccord Genuity***

Disponibles à la vente en attendant que...? Qu'ils soient réinvestis dans des prêts ou quoi que ce soit d'autre à mesure que l'année avance?

---

**Colleen Johnston, *Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances***

Non. À réinvestir dans la transaction de MBNA qui a abouti aujourd'hui.

---

**Mario Mendonca, *analyste, Canaccord Genuity***

Ah je vois. C'est utile à savoir. Merci de la précision.

---

**Rudy Sankovic, *Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs***

Merci beaucoup, à Mario et à tous les autres pour vos questions. Je redonne maintenant la parole à Ed pour le mot de conclusion.

---

**Ed Clark, *Groupe Banque TD, président du Groupe et chef de la direction***

Comme vous avez pu le constater, le trimestre a été assez fantastique, en hausse de 30 %, tout comme l'exercice au complet a été assez fantastique aussi, en hausse de 20 %. Et bien franchement, le résultat de l'année s'est révélé nettement au-dessus de nos attentes.

En revanche, nous restons bien conscients des risques extrêmes qui nous guettent au tournant. Et je crois que nous avons bien réussi jusqu'à présent à parer notre entreprise contre leur éventualité. Nous avons aussi bien conscience que le rythme de croissance mondiale et, à n'en pas douter, de croissance nord-américaine s'annonce plus lent que nous l'aurions souhaité, avec des taux d'intérêt qui sont aussi plus bas que nous l'aurions souhaité.

Aussi, avant de se morfondre dans le pessimisme, je crois que nous avons tout intérêt à nous réjouir du fait que nous avons dégagé des résultats qui continuent d'aller au-delà de nos espérances et que, en tant qu'entreprise commerciale, nous avons probablement tendance à sous-estimer le potentiel qu'il y a à être plus performants que les autres. Si l'on tient compte de la part de marché que nous avons acquise des deux côtés de la frontière et de nos efforts d'adaptation visant à apporter le genre de changements qui s'imposent pour gagner de l'argent dans ce contexte, je dirais que ce potentiel vaut bien son pesant d'or au bout du compte.

C'est pourquoi, quand nous pensons à notre prochain exercice, nous continuons de viser une croissance des bénéfices de l'ordre de 7 à 10 %. La tâche ne sera pas facile, mais c'est là l'objectif que nous nous sommes fixé dans notre énoncé de mission et que nous chercherons à accomplir.

Je vous remercie de votre attention.

---

**Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Merci, Ed. Et voilà qui met fin à notre téléconférence officielle sur les résultats du quatrième trimestre.

---

**Téléphoniste**

Mesdames et messieurs, il sera maintenant question de l'information financière selon les IFRS. Si vous avez une question à ce sujet, nous vous prions de vous manifester à tour de rôle.

---

**Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Merci et bienvenue au segment de la téléconférence qui porte sur les IFRS. Notre chef des finances, Colleen Johnston, vous parlera de la transition aux normes IFRS et de l'incidence que cela aura sur la TD. Elle sera assistée par Xihao Hu, premier vice-président et comptable en chef de la Banque.

Colleen, vous avez maintenant la parole.

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Merci Rudy et re-bienvenue à tous. Nous allons maintenant passer au deuxième segment de notre appel. Nous voulions en effet prendre un peu plus de temps aujourd'hui pour parler de la transition aux Normes internationales d'information financière et, notamment, de la note 34 à nos états financiers.

Nous ne traiterons cependant aujourd'hui que des ajustements apportés au bilan d'ouverture. Fin janvier, nous retraiterons nos résultats de l'exercice 2011 selon les nouvelles normes IFRS, et en profiterons pour traiter plus en détail de leurs répercussions sur le compte de résultat.

Je tiens tout d'abord à remercier sincèrement notre équipe des finances et à louer son extraordinaire travail des trois dernières années visant à nous préparer au passage aux IFRS. Son apport a été de tout premier ordre.

C'est officiel, les IFRS sont désormais en vigueur. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2011, il n'est plus question pour nous de présenter notre information financière selon les PCGR du Canada ou des États-Unis.

Comme nous venons de vous en informer, je suis en compagnie aujourd'hui de Xihao Hu, le comptable en chef de la TD. Du point de vue de notre entreprise, les IFRS ne représentent qu'un changement de normes comptables et, à ce titre, leur instauration n'influera ni sur nos décisions ni sur nos activités. Les répercussions que ces nouvelles normes auront sur nos états financiers et sur le respect des exigences liées à la réglementation se sont révélées gérables. Je tenterai donc de vous les simplifier le plus possible.

Disons tout d'abord que les IFRS ont pour effet de faire baisser nos capitaux propres\* de 3,9 milliards de dollars, à savoir essentiellement 2,1 milliards de réduction du goodwill,† tandis que le reste se ventile

---

\* « Avoir des actionnaires » selon les PCGR

† « Écart d'acquisition » selon les PCGR

comme suit : 0,9 milliard pour les retraites, 0,6 milliard d'éléments de décomptabilisation et 0,4 milliard d'éléments liés aux prêts, dont des coûts de souscription et frais d'engagement.

S'agissant des obligations faites par Bâle II au titre des fonds propres, cet ajustement initial s'étalera sur cinq trimestres débutant au premier trimestre de 2012, ce qui devrait avoir grosso modo des répercussions de l'ordre de 20 points de base par trimestre. Cependant, sous le régime de Bâle III, l'incidence globale sera grosso modo une baisse de 50 points de base, puisque le montant attribuable aux retraites a déjà été déduit dans le calcul de notre ratio pro forma des fonds propres de première catégorie selon Bâle III.

À propos de la réduction du goodwill au titre des nouvelles normes IFRS, nous sommes désormais tenus d'évaluer nos transactions à la date de clôture plutôt qu'à la date à laquelle le marché visé est annoncé. À vrai dire, il nous a toujours paru plus sensé de procéder ainsi. Il y a en l'occurrence réduction du goodwill parce que nous avons décidé d'adopter rétroactivement les nouvelles règles des IFRS applicables aux acquisitions. Cela n'a aucune incidence sur nos ratios de fonds propres réglementaires.

En fait, la baisse du goodwill concerne exclusivement nos acquisitions américaines – ce qui vous amènera peut-être à vous interroger sur l'incidence que cela pourra avoir sur le rendement de notre capital investi aux États-Unis. L'an prochain, nous changerons de façon de répartir notre capital. Le principal changement concernera l'attribution des fonds propres selon Bâle II à nos divers secteurs d'activité. Au final, les changements amenés par les IFRS et d'autres ne devraient pratiquement pas avoir de répercussions sur notre RCI aux États-Unis.

Enfin, notre actif total au bilan devrait augmenter de 48 milliards, par suite surtout des titrisations de prêts qui regagneront le bilan.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, nous reviendrons en janvier prochain sur les répercussions que les IFRS auront sur le compte de résultat. Cependant, l'état comparatif de nos résultats montre déjà que le résultat rajusté par action augmenterait d'environ 1 % par suite de l'application des IFRS.

Place maintenant aux questions.

---

**Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Excellent. Merci beaucoup, Colleen. Procédons comme pour le premier segment, d'accord? Nous prendrons donc les questions dans la salle, après quoi nous passerons à nos interlocuteurs au téléphone. Oui, Michael?

---

**Michael Goldberg, analyste, Valeurs mobilières Desjardins**

Sous le régime des IFRS, comme vous l'avez dit Colleen, les prêts hypothécaires titrisés assurés reviendront au bilan et feront emploi de capital, ne serait-ce que pour relever votre ratio actif-capitaux propres. De combien les taux s'appliquant à ces prêts hypothécaires devraient-ils augmenter pour dégager un rendement acceptable sur le capital investi dans ces prêts dès lors qu'ils figurent à votre bilan?

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Eh bien, Michael, ces actifs n'ont pas une grande composante de capital. En fait, les montants de capital détenus à leur égard sont très bas. Ils auront assurément une incidence sur notre ratio de titres adossés à des créances hypothécaires, mais ce n'est là, à notre sens, qu'un problème mineur.

Aussi la titrisation continuera-t-elle d'avoir sa raison d'être comme moyen avantageux de financer une banque, mais il est désormais évident que nous ne pourrons plus y recourir sans que cela figure aussi au bilan.

---

**Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Merci, Michael. Téléphoniste, y a-t-il des questions en attente au téléphone?

---

**Téléphoniste**

La prochaine question vient de Mario Mendonca, de Canaccord Genuity. C'est à vous, monsieur.

---

**Mario Mendonca, analyste, Canaccord Genuity**

Bon après-midi. Une toute petite question pour Colleen.

La transaction de MBNA maintenant conclue, cela ramène votre ratio des fonds propres de première catégorie selon Bâle III à 6,7. Et vous dites que la mise en œuvre des normes IFRS amènera une autre baisse, cette fois de 50 points de base, au prochain trimestre?

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Non. Tous les chiffres que nous vous avons présentés au titre de Bâle III tiennent compte de l'étalement de l'application des IFRS sur les cinq prochains trimestres. Autrement dit, cela ne se répercutera pas que sur le premier trimestre, car le tout ne se passera pas seulement au premier trimestre.

---

**Mario Mendonca, analyste, Canaccord Genuity**

Non, je parle de Bâle III et non de Bâle II.

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

C'est bien vu, mais c'est pareil.

---

**Mario Mendonca, analyste, Canaccord Genuity**

Donc, sous Bâle II, pardon, Bâle III, vous allez aussi amortir ces répercussions?

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

C'est exact.

---

**Mario Mendonca, analyste, Canaccord Genuity**

Sur cinq trimestres?

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Oui, c'est bien cela.

---

**Mario Mendonca, analyste, Canaccord Genuity**

Et ces répercussions seront au total de 50 points de base?

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Tout à fait, puisque nous sommes déjà en train de déduire les actifs de retraite.

---

**Mario Mendonca, analyste, Canaccord Genuity**

Juste, c'est ce que j'avais compris.

---

**Colleen Johnston, Groupe Banque TD, chef de groupe Finances et chef des finances**

Oui.

---

**Mario Mendonca, analyste, Canaccord Genuity**

Oui, va alors pour la titrisation. Merci de la précision.

---

**Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Question suivante, s'il vous plaît?

---

**Téléphoniste**

Il n'y a plus de questions au téléphone. Si vous voulez bien poursuivre.

---

**Rudy Sankovic, Groupe Banque TD, premier vice-président, Relations avec les investisseurs**

Dernière chance. Bon, dans ces conditions, merci beaucoup, Colleen, pour avoir fait le point sur les normes IFRS.

Voilà qui met fin à notre téléconférence. Si quelqu'un a besoin d'un complément d'information, n'hésitez pas à en faire part à l'équipe des Relations avec les investisseurs, qui s'emploiera à répondre à vos questions.

Nous tenons à souhaiter à tous de joyeuses Fêtes. Au plaisir de vous retrouver à la téléconférence du premier trimestre. Merci à tous.

---

**Téléphoniste**

Mesdames et messieurs, la téléconférence d'aujourd'hui est terminée. Merci d'y avoir pris part. Vous pouvez maintenant couper la communication.